

# EUROMED REPORT

Edition no 14

29 août 2000

## LE DÉVELOPPEMENT DES LIENS EURO-MÉDITERRANÉENS

Au moment où l'Europe redéfinit ses frontières à l'Est, le rapport avec la Méditerranée appelle de nouvelles décisions d'ordre politique et économique qui nécessitent une perspective à long terme et des instruments adéquats.

Il faut maintenant que la Méditerranée retrouve la place centrale qu'elle a occupée au cours des diverses périodes de l'Histoire et que soient surmontées les fractures qui nous ont trop longtemps divisés et qui tenaient à un contexte géopolitique aujourd'hui dépassé. Si la découverte de l'Amérique a marqué le déplacement du centre de gravité du développement et marginalisé ainsi progressivement le Bassin méditerranéen, le développement tumultueux de l'Asie nous offre aujourd'hui l'occasion de retrouver cette place centrale que nous avons perdue. Le développement du commerce maritime n'est que le premier signal de cette inversion de tendance. Retrouver cette place centrale implique une mise en valeur des nombreuses affinités qui unissent les villes, les ports, les régions et les peuples du Bassin méditerranéen, qui croissent en marge de ces différences dont on continue souvent de jouer.

Pour le moment, la Méditerranée est encore une "région frontalière", un lieu de rencontre de trois continents : l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Comment pouvons-nous lui restituer un rôle central?

Je crois qu'il faudrait commencer par utiliser les nombreux instruments qui ont déjà été mis à la disposition du Partenariat euro-méditerranéen et que les pays membres de l'Union, au cours de leur récent sommet de Feira, ont entendu relancer et renforcer.

Durant les dix dernières années, notre coopération a accompli des progrès importants en suivant une double voie : la coopération bilatérale et la coopération régionale.

Dans le domaine bilatéral, nous sommes parvenus tant par le biais d'accords d'association que par le biais des instruments financiers du règlement MEDA et de la Banque européenne d'investissement (BEI) à donner une nouvelle impulsion à nos rapports et à réaliser des projets communs significatifs dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, de l'éducation et de la culture. Voici donc le point de départ pour développer la dimension régionale de notre coopération, dimension qui est aujourd'hui encore insuffisante. Notre priorité doit être d'intensifier la coopération globale à l'échelle régionale.

À cette fin, l'Union doit se servir de l'expérience et des connaissances qu'elle a accumulées en un demi-siècle d'intégration pour offrir à ses partenaires méditerranéens l'assistance nécessaire et montrer comment il est possible d'atteindre des objectifs communs importants, en commençant par des réalisations concrètes dans des secteurs spécifiques de grande portée stratégique et économique. Je pense, par exemple, à la gestion de l'eau, au développement

# EUROMED REPORT

Edition no 14

29 août 2000

conjoint des installations portuaires et du système ferroviaire, au développement des réseaux d'interconnexion pour l'énergie électrique, au renforcement des mesures de lutte contre la pollution maritime, à l'introduction de normes industrielles compatibles ou à la diversification des secteurs de production agricole suivant une stratégie élaborée à l'échelle régionale. Je sais bien qu'il s'agit, dans certains cas, de secteurs très sensibles. Mais l'exemple de la construction de l'Europe qui a débuté quelques années après la fin de la deuxième Guerre mondiale, justement à partir de la coopération de secteurs stratégiques tels que ceux du charbon et de l'acier, m'incite à proposer un modèle de coopération régionale pour le Bassin euro-méditerranéen, fondé sur la confiance réciproque et sur la disponibilité de tous les acteurs à coopérer, en vue de la réalisation de projets communs importants.

Cette coopération régionale ne doit pas se limiter simplement à compenser ou à compléter l'action bilatérale, mais doit viser à utiliser les possibilités et les interdépendances économiques et sociales de la région. Son importance devrait se concrétiser non seulement par la réalisation progressive de projets intégrés, mais aussi par de nouveaux instruments financiers.

En particulier, le développement du secteur économique et la promotion des investissements extérieurs directs requièrent des instruments plus efficaces. En premier lieu, nous devons exploiter pleinement toutes les possibilités d'intervention de la BEI, en nous appuyant aussi sur les faibles taux d'intérêt de la zone euro.

Des fonds provenant des banques arabes et des capitaux d'investissement privés européens et arabes devraient s'ajouter aux financements de la BEI. À terme, ces fonds pourraient aussi aboutir à la création d'une société financière euro-méditerranéenne qui serait le point de référence indispensable pour les joint-ventures existantes et futures et un facteur de développement et de modernisation des systèmes économiques de la région.

En même temps, la réalisation progressive d'une zone de libre-échange permettra aussi de renforcer les liens de la région euro-méditerranéenne avec le continent africain, grâce aux relations privilégiées que certains partenaires méditerranéens entretiennent depuis longtemps avec les pays africains.

Aux interventions régionales en faveur du secteur économique devraient s'ajouter des actions régionales dans le secteur social pour mieux mettre en valeur le capital humain.

Peut-être devons-nous affronter un défi plus difficile : faire des différences de caractère économique et démographique une occasion de développement plutôt qu'une source de tensions et d'incompréhensions. L'immigration doit devenir un facteur de développement. Les besoins européens en main-d'oeuvre sont appelés à augmenter dans les prochaines années, alors même que la poussée migratoire s'intensifie. Seul un effort conjoint de part et d'autre de la Méditerranée permettra de gérer ce phénomène et d'en utiliser le potentiel. La politique de l'immigration ne peut pas être dictée par l'urgence, mais doit être conçue dans une optique à long terme, en pensant à cet ensemble intégré de près de 900 millions d'habitants que nous

# EUROMED REPORT

devrons réaliser dans les trente prochaines années. À cet effet, une coopération plus étroite est nécessaire, y compris dans la lutte contre l'immigration clandestine et les nombreux trafics illicites existants qui risquent de créer des tensions et des ressentiments, même dans les pays européens traditionnellement ouverts au dialogue et à l'accueil. Mais la question de l'immigration doit aussi être traitée en tenant pleinement compte de la réalité économique, sociale et culturelle des pays méditerranéens. Le Parlement européen a depuis longtemps proposé la création d'un Observatoire de l'immigration qui devrait contribuer à l'élaboration d'une politique de l'immigration cohérente et à long terme et favoriser la coopération et l'échange d'informations entre les autorités des différents pays. Il s'agit d'une proposition très intéressante qui mérite d'être reconsidérée au moment de mettre en oeuvre la nouvelle stratégie commune de l'Union.

Les flux migratoires constituent aussi une occasion unique de surmonter les fractures religieuses et sociales qui divisent, depuis trop longtemps, la Méditerranée. La construction européenne elle-même peut bénéficier largement de la rencontre et du dialogue entre les traditions chrétienne, islamique et judaïque et des valeurs spirituelles auxquelles ces traditions ont donné naissance au fil des siècles. Ce dialogue doit devenir l'occasion de redonner au citoyen un rôle central à l'intérieur d'une culture, d'une religion et d'une appartenance nationale. L'Union peut et doit contribuer aussi au dialogue religieux, essentiel pour la réconciliation des peuples.

Les droits de la personne, la famille, la diversité culturelle, l'enracinement local et les bases théoriques du dialogue religieux constituent le modèle des valeurs sur lesquelles l'Europe est fondée et sur lesquelles elle propose de fonder le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée.

Je pense que c'est dans cette optique que nous devons développer notre stratégie au cours des prochaines années et je souhaite, dans cette perspective, la relance d'un dialogue franc et constructif avec tous les pays de la région pour une politique euro-méditerranéenne commune. Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour assurer la paix et la stabilité à tous les peuples de la région. La relance politique et économique de la Méditerranée est dans l'intérêt de toute la communauté internationale. Il s'agit d'un rôle auquel l'Europe s'est soustraite pendant trop longtemps et auquel elle ne pourra plus se soustraire à l'avenir. La paix revêt un intérêt vital pour l'Europe et nous sommes prêts à coopérer de façon toujours plus étroite avec les pays méditerranéens pour atteindre cet objectif.

Je souhaite donc que le dialogue euro-méditerranéen devienne un axe privilégié de l'action internationale en faveur de la stabilité et du développement de la région méditerranéenne dans son ensemble.

Seule une coopération solide entre les pays européens et méditerranéens nous permettra de créer une grande zone de paix et de prospérité qui pourra recommencer à jouer un rôle central dans l'économie et dans la politique mondiale.